

---

**FOURNITURE DE MASQUES POUR LES OPERATIONS DE  
PHOTOLITHOGRAPHIE POUR LA MICROELECTRONIQUE ET LES  
MICROSYSTEMES POUR LES SALLES BLANCHES DE L'ESIEE  
PARIS, ECOLE MEMBRE DE L'UNIVERSITE GUSTAVE EIFFEL**

---

**ACCORD-CADRE N° 2025FOUR006MLV**

**Cahier des Clauses Particulières  
(CCP)**

La présente consultation est lancée sous forme d'appel d'offres ouvert en application des articles L2124-2 et R2124-2 du code de la commande publique en vigueur le 1<sup>er</sup> avril 2019.

Le marché est un accord-cadre à bons de commande en respect des dispositions de l'article R2162-14 du Code de la Commande Publique.

Pouvoir Adjudicateur : UNIVERSITE GUSTAVE EIFFEL

5 Boulevard Descartes  
Champs-sur-Marne  
77454 MARNE-LA-VALLEE Cedex 2

Représenté par Monsieur Gilles ROUSSEL, Président

## Table des matières

Article 1 – PREAMBULE : Présentation de l'Université Gustave Eiffel et de l'école membre ESIEE Paris.....	4
Article 2 – Objet de l'accord cadre .....	4
Article 3 – Forme de l'accord cadre.....	4
Article 4 - Durée de l'accord cadre – Reconduction .....	4
4.1 Prise d'effet de l'accord cadre.....	4
4.2 Durée de l'accord cadre .....	5
4.3 Reconduction de l'accord cadre .....	5
Article 5 – Pièces constitutives de l'accord cadre .....	5
Article 6 – Description technique des fournitures.....	5
6.1 Spécifications techniques .....	5
Article 7 - Conditions d'exécution des prestations.....	7
7.1.1 Contenu des bons de commande.....	7
7.1.2 Délais d'exécution ou de livraison .....	7
7.1.3 Transmission des bons de commande .....	8
7.1.4 Délai d'observation du titulaire sur les bons de commande.....	8
7.2 Modalités de livraison des fournitures .....	8
7.2.1 Lieux de livraison .....	8
7.2.2 Horaires de livraison .....	8
7.2.3 Bon de livraison .....	8
7.3 Vérification et admission des fournitures.....	8
7.3.1 Opération de vérification .....	9
7.3.2 Décision après vérification.....	9
7.4 Pénalités - .....	10
7.4.1 Pénalités en cas de retard dans l'exécution des prestations.....	10
7.5 Garanties .....	11
Article 8 – Prix de l'accord cadre – Contenu – Variation.....	11
8.1 Prix de l'Accord-Cadre .....	11
8.2 Montant de l'Accord-Cadre.....	11
8.3 Engagement sur un montant minimum et un montant maximum de l'Accord-Cadre.....	11
8.4 Répartition du montant en cas de groupement.....	11
8.5 Contenu des prix .....	11
8.6 Mois d'établissement des prix.....	12
8.7 Variation des prix.....	12
Article 9 – Avances.....	12
Article 10 - Modalités de règlement .....	12
10.1 Délai global de paiement – intérêts moratoires.....	12
10.2 Facturation .....	13
Article 11 – Gestion et suivi de l'accord-cadre .....	14
11.1 – Interlocuteur à l'Université Gustave Eiffel .....	14

11.2 – Forme des notifications et information .....	15
11.3 Modification relative au titulaire de l'accord-cadre .....	15
11.3.1 Changement de dénomination sociale du Titulaire.....	15
11.3.2 Changement de cocontractant en cours d'exécution de l'accord-cadre .....	15
Article 12 – Confidentialité.....	15
12.1 Confidentialité des échanges dans le cadre de l'accord-cadre .....	16
12.2 Confidentialité des données .....	16
Article 13 – Assurances.....	17
Article 14 – Résiliation de l'accord-cadre .....	17
14.1 Cas de résiliation définis par le CCAG.....	17
14.2 Résiliation pour non remise des documents demandés lors de la reconduction .....	17
14.3 Résiliation encourue en cas de non-respect par le titulaire de ses obligations en matière de lutte contre le travail dissimulé .....	17
Article 15 – Protection des données personnelles.....	18
Article 16 – Litiges.....	19
Article 17 – Cession et nantissement de créances .....	19
Article 18 – Dérogations au CCAG/FCS.....	19

## Article 1 – PREAMBULE : Présentation de l'Université Gustave Eiffel et de l'école membre ESIEE Paris.

L'Université Gustave Eiffel, créée en janvier 2020 est la première Université Française à regrouper une Université (l'UPEM), un centre de recherche (l'IFSTTAR), une école d'architecture (l'EAV&T), et trois écoles d'ingénieurs (EIVP, ENSG et ESIEE Paris). L'ambition de cette nouvelle Université est d'obtenir une visibilité et une reconnaissance mondiale, en matière de formation et de recherche, autour d'une thématique : inventer les villes et les territoires de demain.

Une présentation complète des activités de l'Université Gustave Eiffel est disponible sur notre site WEB à l'adresse suivante : <http://www.univ-gustave-eiffel.fr>

Membre fondateur de l'Université Gustave Eiffel, créée en 1904 sous le nom d'École Breguet, ESIEE Paris s'est d'emblée distinguée comme une école d'ingénieurs orientée sur l'innovation et l'entrepreneuriat. L'un de ses anciens élèves les plus illustres est d'ailleurs Marcel Dassault, fondateur d'un des tout premiers groupes industriels, le groupe Dassault Aviation. Un diplômé plus récent, Yann LeCun, est à l'origine de la révolution actuelle de l'intelligence artificielle ; il a inventé l'apprentissage profond et fondé, et dirigé le laboratoire Facebook d'IA. ESIEE Paris a été reconnue première école d'ingénieurs dont sont issus les entrepreneurs français du Consumer Electronic Show (CES) de Las Vegas, le plus important salon mondial consacré à l'innovation technologique en électronique grand public.

Une présentation complète d'ESIEE Paris, école membre de l'Université Gustave Eiffel est à votre disposition sur notre site WEB à l'adresse suivante : <https://www.esiee.fr/>

## Article 2 – Objet de l'accord cadre

Le présent accord-cadre a pour objet la fourniture de masques pour les opérations de photolithographie pour la microélectronique et les microsystèmes pour les salles blanches de ESIEE Paris, Université Gustave Eiffel.

## Article 3 – Forme de l'accord cadre

Le présent accord-cadre est un accord-cadre mono-attributaire à bons de commande en application des articles R2162-13 et R2162-14 du Code de la Commande Publique, sans montant minimum et avec un montant maximum de 300 000,00 € HT pour toute la durée de l'accord-cadre.

## Article 4 - Durée de l'accord cadre – Reconduction

### 4.1 Prise d'effet de l'accord cadre

Le marché prend effet à compter de la date de sa notification. La date de notification correspond à la date de réception par le titulaire de la copie du présent marché. Les prestations ne peuvent débuter avant cette date.

## 4.2 Durée de l'accord cadre

Le présent accord-cadre est conclu pour une première période de deux (2) ans et prend effet à partir de sa date de notification.

## 4.3 Reconduction de l'accord cadre

L'accord cadre est renouvelable une (1) fois par reconduction tacite, sans que sa durée totale puisse excéder quatre (4) ans. Le Titulaire ne peut pas refuser cette reconduction.

Le pouvoir adjudicateur pourra s'opposer à cette reconduction par l'envoi, au plus tard trois (3) mois avant l'échéance annuelle, d'un courriel (via la plateforme dématérialisée) de non reconduction.

En cas de non reconduction, le titulaire est tenu d'assurer l'ensemble des prestations prévues par l'accord-cadre y compris durant la période allant de la décision de non reconduction à la date d'effet de celle-ci.

Les bons de commande peuvent être émis jusqu'au dernier jour de validité de l'accord-cadre, leur durée d'exécution ne devant pas dépasser 3 mois.

## Article 5 – Pièces constitutives de l'accord cadre

Les pièces constitutives de l'accord-cadre comprennent par ordre de priorité décroissante :

- L'Acte d'Engagement est ses annexes :
  - Annexe 1, le bordereau des prix unitaires (BPU)/ Cadre de réponse
  - Annexe 2, délais d'exécution ou de livraison
- Le présent Cahier des Clauses Particulières (CCP) ;
- Les bons de commande ;
- Le cahier des clauses administratives générales (non joint) applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services (CCAG/FCS) Arrêté du 1 avril 2021. Ce document n'est pas fourni par l'administration ; il est réputé être connu par le Titulaire.

Toute clause portée dans le catalogue/tarifs ou documentation quelconque du titulaire qui serait contraire aux dispositions des pièces constitutives de l'accord-cadre est réputée non écrite.

Les conditions générales de vente du titulaire sont concernées par cette disposition.

En cas de contradiction entre les clauses des différents documents contractuels du accord-cadre, la clause à retenir est celle qui figure sur le document de priorité supérieure.

## Article 6 – Description technique des fournitures

### 6.1 Spécifications techniques

Les masques seront réalisés en sodalime white/chrome en fonction des spécificités demandées dans le tableau ci-après.

	Désignation	Taille du faisceau	Pas	CD Dimension critique	Tolérance	Tolérance de positionnement de l'origine (0,0)	Vérification de l'alignement des niveaux	Densité des défauts
Référence	Mask Type	Mask Size	Adress Size	CD	CD Tolerance	Origin positioning tolerance (0,0)	Registration	Defect density
1	1 x Master	5"x5"x 90mils SL AR Chrome	0.5	$\geq 2.0 \mu\text{m}$	$0.5 \mu\text{m}$	$\pm 0,0$	$0.5 \mu\text{m}$	3 def per sq inch $> 2.0 \mu\text{m}$
2	1 x Master	5"x5"x 90mils SL AR Chrome	0.5	$\geq 2.0 \mu\text{m}$	$0.25 \mu\text{m}$	$\pm 0,0$	$0.3 \mu\text{m}$	2 def per sq inch $> 2.0 \mu\text{m}$
3	1 x Master	5"x5"x 90mils SL AR Chrome	0.5/0.25	$1.0 \mu\text{m}$	$0.1 \mu\text{m}$	$\pm 0,0$	$0.3 \mu\text{m}$	2 def per sq inch $> 2.0 \mu\text{m}$
4	1 x Master	5"x5"x 90mils SL AR Chrome	0.25/0.1	$1.0 \mu\text{m}$	$0.1 \mu\text{m}$	$\pm 0,0$	$0.3 \mu\text{m}$	2 def per sq inch $> 2.0 \mu\text{m}$
5	1 x Master	5"x5"x 90mils SL AR Chrome	0.005	$1.0 \mu\text{m}$	$0.1 \mu\text{m}$	$\pm 0,0$	$0.3 \mu\text{m}$	2 def per sq inch $> 2.0 \mu\text{m}$
6	1 x Master	7"x7"x 120mils SL AR Chrome	0.5	$\geq 2.0 \mu\text{m}$	$0.5 \mu\text{m}$	$\pm 0,0$	$0.7 \mu\text{m}$	3 def per sq inch $> 2.0 \mu\text{m}$
7	1 x Master	7"x7"x 120mils SL AR Chrome	0.5	$\geq 2.0 \mu\text{m}$	$0.25 \mu\text{m}$	$\pm 0,0$	$0.3 \mu\text{m}$	2 def per sq inch $> 2.0 \mu\text{m}$
8	1 x Master	7"x7"x 120mils SL AR Chrome	0.5/0.25	$1.0 \mu\text{m}$	$0.1 \mu\text{m}$	$\pm 0,0$	$0.3 \mu\text{m}$	2 def per sq inch $> 2.0 \mu\text{m}$
9	1 x Master	7"x7"x 120mils SL AR Chrome	0.25/0.1	$1.0 \mu\text{m}$	$0.1 \mu\text{m}$	$\pm 0,0$	$0.3 \mu\text{m}$	2 def per sq inch $> 2.0 \mu\text{m}$
10	1 x Master	7"x7"x 120mils SL AR Chrome	0.005	$1.0 \mu\text{m}$	$0.1 \mu\text{m}$	$\pm 0,0$	$0.3 \mu\text{m}$	2 def per sq inch $> 2.0 \mu\text{m}$

**Le nombre effectif de masques à réaliser est conditionné par les besoins de l'ESIEE Paris. Néanmoins le nombre prévisionnel de masques commandés sera d'environ 100 unités par an avec une très large majorité des quantités sur la référence : 1, 2, 6 et 7.**

## 6.2 Portail informatique

Le Titulaire devra mettre à disposition un portail informatique simple, pratique et sécurisé afin que l'ESIEE Paris puisse envoyer ses fichiers de données (en format GDS II, DXF etc..) directement au Titulaire.

Ce portail devra permettre d'indiquer toutes les spécificités des différents niveaux de masques et les informations relatives à la commande. Toutes ces données seront archivées sur templates et conservées, et pourront être réutilisés pour les autres commandes.

Chaque utilisateur devra avoir un identifiant et un mot de passe propres.

Idéalement ce portail informatique aura les caractéristiques suivantes :

- Facile de compréhension et intuitif,
- Rapide d'utilisation,
- Les champs oubliés et/ou les valeurs erronées seront indiquées à l'utilisateur,
- Les fichiers templates pourront facilement être réutilisés.

Un accès temporaire au portail informatique de commande des masques devra être fourni dans le dossier d'offre afin de tester l'outil et réaliser des commandes fictives.

Un tutorial papier ou vidéo devra accompagner cet accès afin de faciliter les tests.

## Article 7 - Conditions d'exécution des prestations

### 7.1 Modalités d'exécution des bons de commande.

L'accord-cadre s'exécute au fur et à mesure des besoins des salles blanches, au moyen des bons de commande établis par ESIEE Paris, école membre de l'Université Gustave Eiffel.

#### 7.1.1 Contenu des bons de commande

Les bons de commande sont adressés au Titulaire par un représentant habilité à engager les dépenses de l'établissement.

Le bon de commande comprend notamment :

- Le nom ou la raison sociale du Titulaire ;
- Le numéro de l'accord-cadre « **2025FOUR006MLV** »;
- La date et le numéro du bon de commande ;
- La référence, la désignation et les quantités des produits à livrer ;
- Le nom, l'adresse et le numéro de téléphone du service réceptionnaire
- La signature de la personne habilitée par le pouvoir adjudicateur.

**Le Titulaire est informé que s'il réalise une prestation sans avoir reçu préalablement un bon de commande conforme au formalisme décrit ci-dessus, il pourra se voir refuser le règlement de cette prestation.**

#### 7.1.2 Délais d'exécution ou de livraison

**Les délais de livraison sont mentionnés dans l'annexe 2 à l'Acte d'engagement. Ils sont laissés à l'initiative des candidats. Toutefois, ils ne peuvent dépasser le délai plafond mentionné ci-dessous :**

- **6 jours ouvrés** pour une commande d'un à deux niveaux de masques à compter de la réception du bon de commande,
- **10 jours ouvrés** pour une commande de trois à cinq niveaux de masques à compter de la réception du bon de commande,
- **14 jours ouvrés** pour une commande de six à huit niveaux de masques à compter de la réception du bon de commande.

Le Titulaire aura 24 heures suivant l'envoi du bon de commande pour poser ses éventuelles questions. Passé ce délai, il s'engage à fournir le/les masques demandés en respectant les spécifications techniques convenues dans l'annexe 1 à l'Acte d'Engagement au délai mentionné dans l'annexe 2 à l'Acte d'Engagement.

La durée de validité du dernier bon de commande ne pourra pas être supérieure à 3 mois à compter de la date d'échéance du marché.

### 7.1.3 Transmission des bons de commande

Les bons de commande seront transmis soit par le portail informatique, soit par e-mail avec accusé de réception d'e-mail, soit directement au Titulaire ou à son représentant contre récépissé.

### 7.1.4 Délai d'observation du titulaire sur les bons de commande

Par dérogation à l'article 3.7.2 du CCAG/FCS, le Titulaire doit notifier ses observations dans un délai de 24 heures à compter de la réception du bon de commande.

Le Titulaire se conforme aux bons de commande qui lui sont notifiés, que ceux-ci aient ou non fait l'objet d'observations de sa part.

## 7.2 Modalités de livraison des fournitures

### 7.2.1 Lieux de livraison

Les livraisons doivent être effectuées à l'adresse indiquée ci-dessous :

#### **ESIEE Paris, école membre de l'Université Gustave Eiffel**

Salle blanche ESIEE Paris  
28 rue André Marie Ampère  
77420 CHAMPS SUR MARNE

### 7.2.2 Horaires de livraison

Entre 8h.30 et 16h.30 du lundi au vendredi (hors jours fériés).

### 7.2.3 Bon de livraison

Le titulaire doit établir un bon de livraison dans les conditions décrites au CCAG FCS.

## 7.3 Vérification et admission des fournitures

La réception est l'acte par lequel l'Université Gustave Eiffel, ESIEE Paris accepte avec ou sans réserves, les fournitures livrées par le Titulaire.



### 7.3.1 Opération de vérification

Par dérogation aux opérations de vérifications décrites au CCAG FCS, les opérations de vérification et de réception se dérouleront dans les conditions suivantes :

La nature des fournitures nécessite de limiter les manipulations et ne permet pas une vérification de la qualité dès leur réception. Les masques seront donc vérifiés lors des opérations de photolithographie.

### 7.3.2 Décision après vérification

À l'issue des opérations de vérification, l'Université Gustave Eiffel prend, dans un délai de 15 jours, une décision de réception, d'ajournement, de réfaction ou de rejet.

Si l'Université Gustave Eiffel ne notifie pas sa décision dans le délai mentionné ci-dessus, les prestations sont considérées comme reçues, avec effet à compter de l'expiration du délai.

- **Réception**

L'Université Gustave Eiffel, ESIEE Paris prononce la réception des prestations si celles-ci répondent aux stipulations du bon de commande. La réception prend effet à la date de notification de la décision de réception au Titulaire.

- **Ajournement**

Lorsque l'Université Gustave Eiffel, ESIEE Paris estime que des prestations ne peuvent être reçues que moyennant certaines mises au point, elle peut décider d'ajourner la réception des prestations par une décision motivée. Cette décision invite le Titulaire à présenter à nouveau à l'Université Gustave Eiffel, ESIEE Paris les prestations mises au point, dans un délai de 4 jours.

Le Titulaire doit faire connaître son acceptation dans un délai de 3 jours à compter de la notification de la décision d'ajournement.

En cas de refus du Titulaire ou de silence gardé par lui durant ce délai, l'Université Gustave Eiffel, ESIEE Paris a le choix de prononcer la réception des prestations avec réfaction ou de les rejeter, dans les conditions fixées ci-dessous, dans un délai de 4 jours courant à partir de la notification du refus du Titulaire ou à partir de l'expiration du délai de 3 jours ci-dessus mentionné.

Le silence de l'Université Gustave Eiffel, ESIEE Paris au-delà de ce délai de 4 jours vaut décision de rejet des prestations.

Si le Titulaire présente à nouveau les prestations mises au point, après la décision d'ajournement des prestations, l'Université Gustave Eiffel, ESIEE Paris dispose à nouveau de la totalité du délai prévu pour procéder aux vérifications des prestations, à compter de leur nouvelle présentation par le Titulaire.

Dans le cas où les opérations de vérification ont été effectuées dans les locaux de l'Université Gustave Eiffel, le Titulaire dispose d'un délai de 15 jours à compter de la notification de la décision d'ajournement pour enlever les éventuelles fournitures livrées au titre des prestations ayant fait l'objet de la décision d'ajournement.

Passé ce délai, ces fournitures peuvent être évacuées ou détruites par l'Université Gustave Eiffel, ESIEE Paris aux frais du Titulaire.

- **Réfaction**

Lorsque l'Université Gustave Eiffel, ESIEE Paris estime que des prestations, sans être entièrement conformes aux stipulations de l'accord-cadre, peuvent néanmoins être reçues en l'état, elle en prononce la réception avec réfaction de prix proportionnelle à l'importance des imperfections constatées. Cette décision doit être motivée. Elle ne peut être notifiée au Titulaire qu'après qu'il a été mis à même de présenter ses observations.

Si le Titulaire ne présente pas d'observations dans les quinze jours suivant la décision de réception avec réfaction, il est réputé l'avoir acceptée. Si le Titulaire formule des observations dans ce délai, l'Université Gustave Eiffel, ESIEE Paris dispose ensuite de quinze jours pour lui notifier une nouvelle décision. A défaut d'une telle notification, l'Université Gustave Eiffel, ESIEE Paris est réputée avoir accepté les observations du Titulaire.

- **Rejet**

L'Université Gustave Eiffel, ESIEE Paris estime que les prestations sont non conformes aux stipulations du bon de commande et ne peuvent être reçues en l'état, elle en prononce le rejet partiel ou total.

La décision de rejet sera motivée. Elle ne peut être prise qu'après que le Titulaire a été mis à même de présenter ses observations.

En cas de rejet, le Titulaire est tenu d'exécuter à nouveau la prestation prévue par le bon de commande.

Le Titulaire dispose d'un délai d'un mois à compter de la notification de la décision de rejet pour enlever les éventuelles fournitures livrées au titre des prestations rejetées. Lorsque ce délai est écoulé, elles peuvent être détruites ou évacuées par l'Université Gustave Eiffel, ESIEE Paris aux frais du Titulaire.

## 7.4 Pénalités -

### 7.4.1 Pénalités en cas de retard dans l'exécution des prestations

- **Application des pénalités**

Par dérogation aux dispositions de l'article 14.1 du CCAG FCS, sans qu'il soit nécessaire de procéder à une mise en demeure, il pourra être appliqué au Titulaire, en cas de non-respect de livraison des fournitures, les pénalités suivantes :

- 100 euros HT pour le 1<sup>er</sup> jour ouvré de retard
- 25 euros par jour ouvré de retard supplémentaire

Le Titulaire dispose d'un délai de 15 jours calendaires pour présenter à l'Université Gustave Eiffel, ESIEE Paris les raisons du retard. Passé ce délai, les pénalités seront appliquées.

- **Exonération de pénalités**

Par dérogation à l'art. 14.1.3 du CCAG FCS, le titulaire se verra appliquer les pénalités dès le 1<sup>er</sup> euro

## 7.5 Garanties

Par dérogation à l'article 28 du CCAG FCS, le délai de garantie est fixé à 8 mois à partir de la notification de la décision d'admission des prestations objet de l'accord-cadre.

Si un défaut de fabrication non décelé lors du contrôle effectué par l'Université Gustave Eiffel, ESIEE Paris est constaté à l'utilisation, le Titulaire s'engage à remplacer le masque défectueux dans un délai identique à celui nécessaire à la fabrication (cf. article 6.1.2). Le remplacement du produit défectueux sera à la charge du Titulaire (y compris les frais de livraison).

## Article 8 – Prix de l'accord cadre – Contenu – Variation

### 8.1 Prix de l'Accord-Cadre

Les prix de l'accord-cadre définis dans le bordereau de prix unitaires sont établis sur la durée initiale de l'accord-cadre précisée dans le présent acte d'engagement, soit deux ans.

En cas de reconduction, ces prix sont maintenus sous réserve des dispositions ci-dessous sur la variation des prix.

### 8.2 Montant de l'Accord-Cadre

Le montant des prestations faisant l'objet du marché est celui qui résulte des bons de commande émis en fonction des besoins par application des prix unitaires précisés dans l'annexe une (1), bordereau des prix (BPU), joint à l'acte d'engagement.

### 8.3 Engagement sur un montant minimum et un montant maximum de l'Accord-Cadre

Le montant maximum pour toute la durée de l'accord-cadre est:

Montant maximum : 300 000,00 € H.T.

### 8.4 Répartition du montant en cas de groupement

Le groupement doit fournir en annexe de l'acte d'engagement la répartition des prestations et des montants de ces prestations entre cotraitants.

### 8.5 Contenu des prix

Les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations, les frais afférents au conditionnement, au stockage, à l'emballage, à l'assurance et au transport jusqu'au lieu de livraison, ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations (dont les frais de déplacement et d'hébergement éventuels), les marges pour risque et les marges bénéficiaires.

## 8.6 Mois d'établissement des prix

Les prix du marché sont établis sur la base des conditions économiques en vigueur au mois de remise des offres (date limite de remise des offres).

## 8.7 Variation des prix

Les prix de l'accord-cadre sont révisables par référence au barème du Titulaire applicable à la date anniversaire de la notification de l'accord-cadre.

Dans ce cas, le Titulaire communique par écrit au service en charge du suivi administratif de l'accord-cadre (Cf. article 10 ci-dessous), avec un préavis de 1 mois avant la date d'application, le nouveau barème, les pourcentages de variation ainsi que les justifications du nouveau barème.

L'ajustement s'opère à la baisse ou à la hausse.

**Clause de variation maximale :** les prix de l'accord-cadre ajustés sur le barème du Titulaire ne pourront être supérieurs à 3 % l'an.

**Clause limitative de sauvegarde :** L'Université Gustave Eiffel, ESIEE Paris se réserve le droit de résilier sans indemnité la partie non exécutée de l'accord-cadre si les prix ajustés sur le barème du Titulaire sont supérieurs à 3 % l'an.

## Article 9 – Avances

Une avance sera versée au titulaire une avance sera versée au Titulaire, pour chaque bon de commande dont le montant est supérieur à 50.000 € HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à deux mois.

## Article 10 - Modalités de règlement

### 10.1 Délai global de paiement – intérêts moratoires

Le mode de règlement est le virement administratif. Le délai global de paiement est fixé à 30 jours à compter de la réception de la facture. Toutefois, le point de départ du délai est la date d'exécution des prestations ou de réception du produit, lorsqu'elle est postérieure à la date de réception de la facture ou lorsque celle-ci est incertaine.

En cas de retard de paiement, le Titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires conformément aux articles R2192-31 à R2192-36 du Code de la Commande Publique, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

## 10.2 Facturation

Le service en charge du règlement des factures est l'Agence comptable de l'Université Gustave Eiffel.

Le règlement est effectué sur présentation d'une facture, après service fait, correspondant à l'exécution des prestations constatées par l'Université Gustave Eiffel, ESIEE Paris

Les factures, libellées au nom de l'Université Gustave Eiffel, doivent être envoyées sous forme dématérialisées par Chorus Pro.

Ci-après les renseignements pour déposer vos factures sur Chorus :

Raison sociale : UNIVERSITE GUSTAVE EIFFEL

N° de SIRET : 130 026 123 00013

Code service : SFACTURIER

Numéro de bon de commande UNIVERSITE GUSTAVE EIFFEL - ESIEE : l'absence de ce numéro entraîne rejet systématique de la facture sur chorus

Les factures doivent impérativement comporter les indications prévues par la réglementation de la comptabilité publique et notamment les renseignements suivants :

- La référence de l'accord-cadre « **2025FOUR006MLV** » ;
- la date ;
- les nom et adresse du Titulaire ;
- le numéro de compte bancaire ou postal du Titulaire tel qu'il est précisé à l'acte d'engagement ;
- le numéro du bon de commande ;
- la description ou la références des prestations exécutées;
- Prix HT;
- Montant de la TVA ;
- Prix TTC ;
- Numéro de la TVA INTRACOMMUNAUTAIRE ;
- Numéro de SIRET du Titulaire.

Toute facture transmise et non conforme à ces dispositions sera renvoyée au Titulaire. Le délai de paiement débutera à réception d'une facture conforme à terme échu.

Le Titulaire doit prévenir en temps utile par écrit l'administration de tout changement pouvant avoir une incidence sur les paiements (intitulé du compte bancaire...). L'université Gustave Eiffel ne pourra être tenue pour responsable des retards de paiement si des factures présentent des divergences avec les indications portées sur l'acte d'engagement, du fait de modifications internes au Titulaire dont elle n'aurait pas eu connaissance.

## Article 11 – Gestion et suivi de l'accord-cadre

### 11.1 – Interlocuteur à l'Université Gustave Eiffel

NATURE DU SUIVI	Établissement des documents et traitement des actes d'exécution suivants :	NOM DU SERVICE OU DE L'INTERLOCUTEUR ET COORDONNEES
<b>Suivi contractuel et administratif de l'accord-cadre</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- comptes rendu d'exécution,</li> <li>- avenants,</li> <li>- décisions de non reconduction,</li> <li>- courriers de mise en demeure ou d'application des pénalités,</li> <li>- révision des prix,</li> <li>- suivi de l'enveloppe financière de l'accord-cadre,</li> <li>- modification des coordonnées bancaires du Titulaire,</li> </ul>	<p>Le nom de l'interlocuteur du prestataire pour le suivi administratif et contractuel de l'accord-cadre sera communiqué au Titulaire après la notification de l'accord-cadre.</p> <p>La correspondance relative au présent accord-cadre doit lui être transmise à l'adresse suivante :</p> <p style="text-align: center;">Service Finance Achats</p> <p style="text-align: center;">Université Gustave Eiffel, ESIEE Paris</p> <p style="text-align: center;">2, boulevard Blaise Pascal Cité Descartes – BP 99 93162 Noisy le Grand cedex</p>
<b>Suivi comptable de l'accord-cadre par le service responsable du suivi comptable de l'accord-cadre</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- vérification comptable des factures et des décomptes,</li> <li>- application de la retenue de garantie et suivi de son remboursement,</li> <li>- application comptable des pénalités, des révisions de prix,</li> <li>- mise en paiement des prestations,</li> <li>- paiement des intérêts moratoires en cas de retard de paiement.</li> </ul>	<p>Les services responsables du suivi comptable de l'accord-cadre sont ceux indiqués à l'article 10.2 « Facturation » du présent Cahier des Clauses Particulières.</p>
<b>Suivi opérationnel des prestations de l'accord-cadre</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- suivi opérationnel de la qualité des prestations,</li> <li>- vérification et réception des prestations</li> </ul>	<p>Pour le suivi des bons de commande et la réception des prestations : Université Gustave Eiffel – ESIEE Paris.</p> <p style="text-align: center;"><b>Alexandra CECCALDI</b> 2, boulevard Blaise Pascal Cité Descartes – BP 99 93162 Noisy le Grand cedex</p> <p style="text-align: center;">Tél : 01 45 92 67 40</p> <p>Pour le suivi technique et qualitatif des prestations : Université Gustave Eiffel – ESIEE Paris.</p> <p style="text-align: center;"><b>Lionel ROUSSEAU</b> 2, boulevard Blaise Pascal Cité Descartes – BP 99 93162 Noisy le Grand cedex</p> <p style="text-align: center;">Tél : 01 45 92 60 91</p>

## 11.2 – Forme des notifications et information

Les échanges de communication entre l'Université Gustave Eiffel, ESIEE Paris et le Titulaire peuvent être effectués par tout moyen permettant d'attester la date de réception de la décision ou de l'information.

Lorsque la notification d'une décision ou information de l'Université Gustave Eiffel, ESIEE Paris doit faire courir un délai, ce document est notifié :

- soit directement au Titulaire, ou à son représentant dûment qualifié, contre récépissé ;
- soit par échanges dématérialisés (e-mail avec accusé de réception par retour d'e-mail) ;
- soit par tout autre moyen permettant d'attester la date de réception de la décision ou de l'information.

Lorsque le Titulaire estime que les prescriptions d'une décision ou d'une information appellent des réserves de sa part, il doit, sous peine de forclusion, les présenter par écrit à l'Université Gustave Eiffel, ESIEE Paris dans un délai de 15 jours décomptés ainsi qu'il est précisé à l'article 3.2.2 du CCAG FCS.

Le Titulaire se conforme strictement aux décisions et informations qui lui sont notifiées au titre de l'exécution du présent accord-cadre, qu'elles aient ou non fait l'objet de réserves de sa part.

## 11.3 Modification relative au titulaire de l'accord-cadre

### 11.3.1 Changement de dénomination sociale du Titulaire

En cas de modification de sa dénomination sociale, le Titulaire doit impérativement en informer par écrit dans les plus brefs délais la direction ou l'établissement en charge du suivi administratif de l'accord-cadre et communiquer un extrait K-bis mentionnant ce changement.

### 11.3.2 Changement de cocontractant en cours d'exécution de l'accord-cadre

En cas de transfert de l'accord-cadre à une autre entreprise (cession de fonds de commerce, cession d'activités, fusion-absorption ou mise en location gérance du fonds de commerce), le Titulaire doit impérativement en informer par écrit dans les plus brefs délais le service en charge du suivi contractuel et administratif de l'accord-cadre.

Suite à cette cession ou mise en location gérance, l'Université Gustave Eiffel, ESIEE Paris procédera à la vérification que la société cessionnaire ou le locataire-gérant possède les capacités pour reprendre l'exécution des prestations et est en règle au regard de sa situation fiscale et sociale. En vue de cette vérification, la nouvelle entreprise devra produire les documents listés à l'article 51 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux des marchés publics et aux articles D.8222-5 et D.8254-2 (*Titulaire établi en France*) ou D.8222-7 et D.8254-3 (*Titulaire établi ou domicilié à l'étranger*) du Code du travail qui lui seront demandés.

Suite à cette vérification, le changement de Titulaire fera l'objet d'un avenant constatant le transfert de l'accord-cadre au nouveau Titulaire.

Si le cessionnaire ne possède pas les capacités pour exécuter l'accord-cadre, l'Université Gustave Eiffel, ESIEE Paris procédera à la résiliation de l'accord-cadre.

## Article 12 – Confidentialité

Il est dérogé à l'art. 5.1 du CCAG FCS comme suit :

## 12.1 Confidentialité des échanges dans le cadre de l'accord-cadre

Les parties s'engagent à ne pas divulguer les informations confidentielles échangées dans le cadre du présent accord-cadre et s'engagent à prendre toutes mesures propres à empêcher une telle divulgation. Elles se portent fort du respect par leurs salariés de cette obligation de confidentialité, même après que ceux-ci auront cessé leurs fonctions.

Cette obligation se maintient pendant toute la durée d'exécution de l'accord-cadre, mais aussi à son terme tant que ces informations n'ont pas été rendues publiques par la volonté de l'Université Gustave Eiffel.

Le Titulaire pourra toutefois communiquer lesdites informations à ses fournisseurs ou sous-traitants sous réserve de leur imposer la même obligation de non divulgation.

L'Université Gustave Eiffel pourra, quant à elle, en application de la loi n° 78-753 du 17 juillet 1978 relative à la communication des documents administratifs, communiquer l'accord-cadre à toutes personnes intéressées, dans les conditions précisées par la commission d'accès aux documents administratifs (CADA).

Préalablement à cette communication, l'Université Gustave Eiffel s'engage à expurger des dispositions contractuelles toutes informations relatives à la vie privée, au secret industriel, commercial.

## 12.2 Confidentialité des données

Les supports informatiques fournis par l'Université Gustave Eiffel au titre du présent accord-cadre, et tous documents de quelque nature qu'ils soient résultant de leur traitement par le Titulaire restent la propriété de l'Université Gustave Eiffel.

Les données contenues dans ces supports et documents sont strictement couvertes par le secret professionnel (article 226-13 du Code pénal). Conformément aux articles 34 et 35 de la loi du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le Titulaire du présent accord-cadre s'engage à prendre toutes précautions utiles afin de préserver la sécurité des informations et notamment d'empêcher qu'elles ne soient déformées, endommagées ou communiquées à des personnes non autorisées.

Le Titulaire s'engage donc à respecter, de façon absolue, les obligations suivantes et à les faire respecter par son personnel, c'est-à-dire notamment à :

- ne prendre aucune copie des documents et supports d'informations confiés, à l'exception de celles nécessaires pour les besoins de l'exécution de sa prestation, objet du présent accord-cadre ;
- ne pas utiliser les documents et informations traités à des fins autres que celles spécifiées au présent accord-cadre ;
- ne pas divulguer ces documents ou informations à d'autres personnes, qu'il s'agisse de personnes privées ou publiques, physiques ou morales ;
- prendre toutes mesures permettant d'éviter toute utilisation détournée ou frauduleuse des fichiers informatiques en cours d'exécution du présent accord-cadre ;
- prendre toutes mesures, notamment de sécurité matérielle, pour assurer la conservation des documents et informations traités tout au long de la durée du présent accord-cadre ;  
et en fin d'accord-cadre à :
- procéder à la destruction de tous fichiers manuels ou informatisés stockant les informations saisies ;  
ou à :
- restituer intégralement les supports d'informations selon les modalités prévues au présent accord-cadre.



L'Université Gustave Eiffel, ESIEE Paris se réserve le droit de procéder à toute vérification qui lui paraîtrait utile pour constater le respect des obligations précitées par un tiers qu'elle aura préalablement agréé.

Il est rappelé que, en cas de non-respect des dispositions précitées, la responsabilité du Titulaire peut également être engagée sur la base des dispositions des articles 226-17 et 226-5 du Code pénal.

L'Université Gustave Eiffel, ESIEE Paris pourra prononcer la résiliation immédiate de l'accord-cadre, sans indemnité en faveur du Titulaire, en cas de violation du secret professionnel ou de non-respect des dispositions précitées.

## Article 13 – Assurances

Le Titulaire devra remettre dans un délai de 15 jours à compter de la notification de l'accord-cadre, une attestation d'assurance justifiant qu'il est couvert au titre de la responsabilité civile professionnelle en cas d'accident ou de tous dommages causés à l'occasion de l'exécution de l'accord-cadre.

A tout moment durant l'exécution de l'accord-cadre, le Titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande de l'Université Gustave Eiffel et dans un délai de 15 jours à compter de la réception de la demande.

## Article 14 – Résiliation de l'accord-cadre

### 14.1 Cas de résiliation définis par le CCAG

L'accord-cadre pourra être résilié dans les cas et selon les modalités décrites aux articles 38 et suivants du CCAG FCS.

Par dérogation à l'article 42 du CCAG FCS, la décision de résiliation prise sur le fondement d'un motif d'intérêt général ne donnera lieu à aucune indemnité.

### 14.2 Résiliation pour non remise des documents demandés lors de la reconduction

L'Université Gustave Eiffel pourra résilier l'accord-cadre aux torts du Titulaire en cas de non remise des documents dont la production est demandée à l'article 4.3 de l'accord-cadre, lors des reconductions.

La résiliation interviendra après mise en demeure restée infructueuse dans un délai d'un mois, sans que l'attributaire puisse prétendre à une indemnité.

### 14.3 Résiliation encourue en cas de non-respect par le titulaire de ses obligations en matière de lutte contre le travail dissimulé

S'il ne s'acquitte pas des formalités mentionnées aux articles L. 8221-3 à L. 8221-5 du Code du travail, le Titulaire est informé qu'il encourt la résiliation de l'accord-cadre dans les conditions suivantes :

Lorsque l'Université Gustave Eiffel est informée par les services compétents en matière de lutte contre le travail dissimulé du non-respect par le Titulaire des formalités prévues aux articles L. 8221-3 à L. 8221-5 du Code du travail relatives au travail dissimulé (respectivement par dissimulation d'activité et dissimulation d'emploi salarié), ces manquements donneront lieu à une mise en demeure de faire cesser sans délai cette situation.

Le Titulaire mis en demeure dispose d'un délai de quinze jours pour répondre et devra apporter à l'Université Gustave Eiffel la preuve qu'il a mis fin à la situation délictuelle dans le délai maximum de 2 mois.

À défaut de correction des irrégularités signalées, l'Université Gustave Eiffel en informera l'agent auteur du signalement et pourra résilier l'accord-cadre sans indemnité, aux frais et risques du Titulaire.

## Article 15 – Protection des données personnelles

Dans le cadre du présent accord-cadre, le Titulaire s'engage à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, en particulier le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 applicable à compter du 25 mai 2018 (ci-après « le RGPD ») ainsi que la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés.

### Obligations du Prestataire

Le Prestataire s'engage à respecter les obligations mentionnées à l'article 28 du RGPD, et notamment :

- traiter les données uniquement pour la ou les seule(s) finalité(s) qui fait/font l'objet de la prestation objet du présent accord-cadre ;
- traiter les données conformément aux instructions documentées de l'Université Gustave Eiffel figurant au présent contrat. Si le Prestataire considère qu'une instruction constitue une violation du règlement européen sur la protection des données ou de toute autre disposition du droit de l'Union ou du droit des Etats membres relative à la protection des données, il en informe immédiatement le responsable de traitement. En outre, si le Prestataire est tenu de procéder à un transfert de données vers un pays tiers ou à une organisation internationale, en vertu du droit de l'Union ou du droit de l'Etat membre auquel il est soumis, il doit informer le responsable du traitement de cette obligation juridique avant le traitement, sauf si le droit concerné interdit une telle information pour des motifs importants d'intérêt public
- garantir la confidentialité des données à caractère personnel traitées dans le cadre du présent accord-cadre ;
- veiller à ce que les personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel s'engagent à respecter la confidentialité ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité ;
- prendre toutes les mesures de sécurité requises en vertu de l'article 32 du RGPD. Le Prestataire est seul responsable des mesures de sécurité mise en œuvre ;
- respecter les conditions visées aux paragraphes 2 et 4 de l'article 28 du RGPD pour recruter un autre sous-traitant ;

Le sous-traitant est tenu de respecter les obligations du présent accord-cadre pour le compte et selon les instructions de l'Université Gustave Eiffel. Il appartient au Titulaire de s'assurer que le sous-traitant présente les mêmes garanties suffisantes quant à la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées de manière à ce que le traitement réponde aux exigences du règlement européen sur la protection des données. Si le sous-traitant ne remplit pas ses obligations en matière de protection des données, le Titulaire demeure pleinement responsable devant l'Université Gustave Eiffel de l'exécution par le sous-traitant de ses obligations,

- aide l'Université Gustave Eiffel, par des mesures techniques et organisationnelles appropriées, dans toute la mesure du possible, à s'acquitter de son obligation de donner suite aux demandes dont les personnes concernées le saisissent en vue d'exercer leurs droits prévus aux articles 12 à 23 du

RGPD : droit d'accès, de rectification, d'effacement et d'opposition, droit à la limitation du traitement, droit à la portabilité des données, droit de ne pas faire l'objet d'une décision individuelle automatisée (y compris le profilage) ;

- tenir par écrit un registre de toutes les catégories d'activités de traitement effectuées pour le compte du responsable de traitement conformément à l'article 30 du RGPD.
- aider l'Université Gustave Eiffel à garantir le respect des obligations prévues aux articles 32 à 36 du RGPD (réalisation d'analyses d'impact relative à la protection des données, notification de toute violation de données à caractère personnel, etc.) ;
- selon le choix de l'Université Gustave Eiffel, supprimer toutes les données à caractère personnel ou les lui renvoie au terme du présent accord-cadre, et détruit les copies existantes, à moins que le droit de l'Union ou le droit de l'État membre n'exige la conservation des données à caractère personnel ;
- mettre à la disposition de l'Université Gustave Eiffel toutes les informations nécessaires pour démontrer le respect des obligations prévues à l'article 28 du RGPD et pour permettre la réalisation d'audits, y compris des inspections, par l'Université Gustave Eiffel ou un autre auditeur qu'il a mandaté, et contribuer à ces audits ;
- prendre en compte, s'agissant de ses outils, produits, applications ou services, les principes de protection des données dès la conception et de protection des données par défaut.

## Article 16 – Litiges

En cas de litiges entre les parties au contrat, le tribunal compétent est le Tribunal administratif du siège social de l'Université Gustave Eiffel, ESIEE Paris conformément aux dispositions de l'article R 312 – 11 du Code de justice administrative.

## Article 17 – Cession et nantissement de créances

Chaque bon de commande pourra faire l'objet d'une cession ou d'un nantissement dans les conditions fixées par les articles R2191-45 à R2191-47 du Code de la Commande Publique.

La personne habilitée à fournir les renseignements prévus à l'article R2191-59 du Code de la Commande Publique auquel renvoie l'article R.2391-28 du même Code est le responsable du service des marchés de l'université Gustave Eiffel.

## Article 18 – Dérogations au CCAG/FCS

Article du CCAG-FCS auquel il est dérogé	Article du CCAP
Art. 3.7.2	Art. 7.1.1
Art. 14.1 et Art.14.1.3	Art. 7.4.1
Art. 28	Art. 7.5
Art. 42	Art. 14.1